



## L'histoire du temps présent

# „Il n'y a pas d'oranges fascistes ...“ Pour une histoire sociale de l'intégration européenne

De Denis Scuto

Il y a deux ans, Pieter Lagrou, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Libre de Bruxelles, avait secoué le monde scientifique de l'histoire du temps présent par un article dans la revue *Vingtième Siècle* au sous-titre provocateur „Comment une discipline critique devint complaisante“. Lors d'une conférence intitulée „La victoire de la démocratie sur ses ennemis? Pour une histoire critique du temps présent“, introduisant les 6<sup>e</sup> Assises de l'historiographie luxembourgeoise de l'Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg, l'ancien chercheur de l'IHTP de Paris a montré à quel point une démarche critique sur le passé récent est possible et nécessaire.

Il a commencé par décrire un nouveau mythe véhiculé à travers manuels scolaires, médias, expositions et discours commémoratifs sur l'intégration européenne. Après les mythes fondateurs sur la nation du 20<sup>e</sup> siècle, on nous inculque maintenant le mythe fondateur sur l'intégration européenne. Le grand récit du triomphe de la démocratie et des droits de l'homme. L'Europe racontée aux enfants, grands et petits, la voici résumée par Pieter Lagrou: „Un beau jour, en 1789, nous inventons la démocratie. La démocratie s'impose difficilement. C'est un très bon système, mais il a beaucoup d'ennemis. Voilà pourquoi, tout au long du long 19<sup>e</sup> siècle, la démocratie est à chaque fois battue en retraite. C'est l'œuvre de méchants mo-

narches, d'un Metternich, d'un Bismarck. Mais la démocratie est bien courageuse et revient à chaque fois. Après une Grande Guerre, en 1918, elle semble s'imposer pour de bon. C'est la fin de l'Ancien Régime. Des Empires autoritaires sont dissous, des républiques sont proclamées ainsi que le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Hélas, les méchants reviennent. Ils innoveront même en créant des mouvements politiques modernes. Sous les coups des bolchéviks, des fascistes, des nazis, on croit même que la jeune et fragile démocratie européenne va y passer. Heureusement, grâce à nos amis d'Outre-Manche et d'Outre-Atlantique, la démocratie l'emporte malgré tout. En 1945, nous avons éliminé un ennemi, le fascisme. Une partie de notre continent retrouve son habitus naturel, la démocratie. Malheureusement, nos frères et soeurs de l'Europe de l'Est vivent encore sous la férule du communisme. Jusqu'à ce que, comme par hasard, 200 ans plus tard, un mur tombe en 1989 à Berlin et l'Union soviétique s'écroule deux ans plus tard. La démocratie, ce système si magnifique, si manifestement supérieur, règne maintenant dans l'Europe entière. Et c'est le bonheur.“ (Bon, s'il n'y avait pas, à entendre les discours prononcés lundi à la COP21, le terrorisme, le changement climatique et quelques autres petits soucis ...)

Ne soyez pas trop critiques, sinon ...

Quelle est la morale de l'histoire, selon Lagrou? Nous ne devons jamais oublier, et la corporation des historiens doit l'écrire dans tous les manuels, le mentionner dans toutes les expositions et

tous les discours, que pendant deux siècles, les ennemis de la démocratie étaient bien présents et la guettaient à chaque coin de rue. Rappeler incessamment le danger du retour des fantômes. Faire peur. Et, puis et surtout, chers historiens, rappelez aux enfants et aux jeunes, aux citoyens et citoyennes, qu'il ne faut pas trop critiquer notre système politique actuel, car, attention, l'alternative à notre démocratie, c'est Verdun et Auschwitz. Ne critiquez pas trop, sinon la guerre et la barbarie reviennent. L'Union européenne comme apothéose et fin heureuse de l'histoire. Ou, comme l'a exprimé Lagrou avec un clin d'œil ironique à son public luxembourgeois: „Forward with Juncker or back to the Bunker.“

Démocratie, droits humains, intégration européenne. Pour Lagrou, l'historien du temps présent n'est pas là pour mythifier et sacraliser ces concepts, mais pour les contextualiser, les critiquer, les interroger. Non pas pour le plaisir de la critique, mais pour cerner l'originalité et les défis de l'évolution historique de la démocratie et du processus d'intégration européenne.

Dans le grand récit, on nous présente les premières décennies de l'intégration européenne comme projet de démocratie, de droits de l'homme et de paix. Une histoire à dormir debout, s'exclame Lagrou!

Le moteur de ce processus, avec la CECA et le Traité de Rome, fut économique, son objectif l'intégration dite négative, la suppression progressive des barrières commerciales. Au début, l'Europe est d'abord et avant tout une union douanière. La démocratie et les droits de l'homme n'étaient nullement au centre de ce projet à ses débuts, à tel point que l'Espagne du dictateur Franco fait une

demande d'adhésion en 1962 à la Communauté économique européenne (CEE). Rappelant ce qu'avait dit le ministre des Affaires étrangères français, Georges Bidault, au moment de la réouverture des frontières entre les deux pays, en 1948: „Il n'y a pas d'oranges fascistes, il n'y a que des oranges.“ Une forte mobilisation du Conseil de l'Europe, du Mouvement européen, de l'Internationale Socialiste, des syndicats (socialistes et chrétiens) et de l'opposition antifrançaise espagnole, de l'intérieur ou exilée, fut nécessaire pour empêcher l'adhésion en 1962.

Comme le montre l'étude de Victor Fernandez Soriano, „Le fusil et l'olivier. Les droits de l'homme en Europe face aux dictatures méditerranéennes (1949-1977)“, qui vient de paraître aux Editions de l'Université de Bruxelles, l'Europe des droits de l'homme, avec le Conseil de l'Europe et la Convention européenne, constitue une deuxième voie, secondaire par rapport à l'Europe économique. Il faut attendre les accords de Helsinki, la politique de détente et tout l'engagement de réseaux de solidarité internationale et d'acteurs politiques et sociaux transeuropéens pour imposer la, constitutionnalisation de la CEE et prouver qu'il existait bien des „oranges fascistes“.

Et le projet de paix? La réconciliation des ennemis héritaires France et Allemagne fut certes un enjeu et un résultat indirect de la CECA, mais la mise sur rail du

traité est directement liée à la relance de la demande dans l'industrie d'armement (donc de charbon et d'acier) avec le déclenchement de la guerre de Corée en juin 1950 et la volonté américaine de réarmement de l'Allemagne, non pas en signe de réconciliation, mais pour éviter que la RFA ne se tourne vers l'URSS pour réunifier l'Allemagne. La CECA et le Traité de Rome, ce n'est pas une histoire de hippies avant l'heure, la fleur au fusil. On est tellement loin de cette réconciliation dans les années 1950 que le projet de Communauté de défense européenne passe à la trappe à l'Assemblée nationale. La Wehrmacht avait beau s'appeler désormais Bundeswehr, elle n'inspirait pas plus de confiance aux Français.

L'intégration européenne n'est pas un conte de fée de ce genre. Les intérêts nationaux ont repris et prennent aujourd'hui encore souvent le dessus sur des idéaux de solidarité européenne. Aucun des six pays fondateurs n'aurait imaginé qu'il y en aurait en 2015 28. Chaque élargissement a donné lieu à des débats acharnés, des scénarios horribles furent dessinés en matière de droits sociaux et d'instabilité politique.

Politiques sociales européennes, n'en parlons plus

Le vrai succès de cette entreprise européenne se situe ailleurs, d'après Lagrou, mais aussi d'après René Leboutte qui a écrit une „Histoire économique et sociale de la construction européenne“ (Peter Lang, 2008). La première originalité et sans doute la plus décisive de l'„aventure européenne“, écrit Leboutte, ce sont les politiques communes d'Etat-providence qui ont accompagné et amorti socialement

la plus grande mutation économique, sociale, politique et culturelle depuis la révolution néolithique et qui ont permis, dans les secteurs clé du charbon, de l'acier et de l'agriculture une reconversion d'une économie et d'une population, en majorité des paysans et des ouvriers, vers l'ère nouvelle des services. Une politique sociale européenne, c'est-à-dire mutualiser les ressources pour les affecter à des secteurs en crise de productivité, voilà la leçon qui fut tirée de l'incapacité des démocraties parlementaires des années 1930 à maîtriser les effets de la crise économique mondiale.

Pourquoi nous raconte-t-on, d'après Lagrou, des histoires qui ne tiennent pas debout au lieu de la success story de cette Europe à la fois économique et sociale?

Parce que, depuis la crise financière de 2008, raconter cette histoire conduirait à des discussions embarrassantes pour nos gouvernements. Il est bien plus simple de dire: Comptez sur nous, nous sommes votre assurance contre la guerre et le totalitarisme, contre le retour de Verdun et d'Auschwitz, que de dire: Comptez sur nous pour attaquer de front les effets de la crise financière et les instabilités du système financier mondial et européen. Des problèmes que les gouvernements européens et l'Union européenne avec leurs politiques d'austérité et d'orthodoxie monétaire sont incapables de résoudre.

Le pouvoir des mots: Le grand récit libéral du triomphe de la démocratie et des droits humains et ses usages rhétoriques sont au cœur de dispositifs symboliques européens. Ils forment l'ossature des manuels scolaires, des expositions, des commémorations. Tout comme les mythes fondateurs de la nation ont joué une fonction de légitimation des élites de l'après-guerre, le mythe fondateur de l'Europe unie risque de jouer en ce début de 21<sup>e</sup> siècle une fonction de légitimation des politiques des élites européennes d'aujourd'hui.

Aux historiens du temps présent, aux chercheurs des sciences humaines et sociales, aux journalistes de ne pas tomber dans le panneau. En jouant leur fonction critique à l'égard de tout discours qui instrumentalise et détourne le passé à des fins politiques. En mettant en débat les choix politiques et en voyant ce que l'esprit critique et la recherche peuvent apporter au débat. En questionnant l'Europe, ses conceptions et ses pratiques de la démocratie, des droits humains, des relations internationales, de politique économique. Sans oublier, n'en déplaît au néo-libéralisme ambient de 2015, ce défi majeur et étroitement lié à tous les autres défis actuels et futurs: notre capacité à construire une Europe sociale.



Les manifestants ont amené une vache dans la salle de réunion du Conseil des ministres de l'Agriculture des Six à Bruxelles, le 15 février 1971. Au premier plan, assis, Michel Cointat, ministre français de l'Agriculture

Photo: EC, Jean-Louis Debaize



Lauschtet  
och dem  
Denis  
Scuto säi  
Feuilleton  
op Radio  
100,7, all  
Donnesch-

deg um 9.25 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op [www.100komma7.lu](http://www.100komma7.lu).